

INSTALLATIONS CLASSEES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Société SITA SUD
Centre de transfert de déchets non dangereux
1173, avenue de Saint Roman – Zone industrielle du Haut Carei - Menton
Arrêté préfectoral complémentaire portant sur la mise en œuvre
des garanties financières pour la mise en installations

Le Préfet des Alpes-Martimes
Officier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite

N° 14676

VU le code de l'environnement, livre V, titre I – chapitre VI « Dispositions financières », notamment ses articles L. 516-1, R.516-1 et R.516-2 relatifs à la constitution des garanties financières ;

VU le code de l'environnement livre V, titre I – chapitre II, en particulier son article R.512-33 relatif au transfert ou modification d'installations ;

VU l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution des garanties financière en application du 5° de l'article R.516-1 du code de l'environnement, en particulier son article 3 ;

VU l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées et des garanties additionnelles en cas de mise en œuvre de mesures de gestion de la pollution des sols et des eaux souterraines ;

VU l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral n° 10202 du 19 août 1982 autorisant la société SITA SUD à exploiter un centre de transfert des ordures ménagères et autres résidus urbains situé 1173, avenue de Saint Roman, zone du Haut Carei à Menton et les arrêtés complémentaires n° 14087 du 12 juin 2012 et n° 14397 du 26 août 2013 ;

VU les propositions de calcul et d'actualisation du montant des garanties financières produites par la société SITA SUD par courrier du 20 décembre 2013 ;

VU les observations formulées par la société SITA SUD par courrier du 27 mai 2014 ;

VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement du 13 mai 2014 ;

VU l'avis émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques en sa séance du 13 juin 2014 ;

VU les remarques émises par la société SITA SUD par courrier du 10 juillet 2014 dans le cadre de la consultation prévue à l'article R.512-26 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que la société SITA SUD exploite des installations soumises à autorisation au titre de la rubrique n° 2716-1 de la nomenclature des installations classées listée par l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 susvisé, et existantes à la date du 1^{er} juillet 2012 ;

CONSIDÉRANT que ces installations, compte tenu des seuils ou des rubriques concernées, sont soumises à l'obligation de garanties financières ;

CONSIDÉRANT que la proposition de calcul de garanties financières transmise par l'exploitant est conforme aux dispositions de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 susvisé ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant doit en conséquence constituer des garanties financières en vue d'assurer la mise en sécurité des installations concernées, conformément aux dispositions des articles susvisés du code de l'environnement ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture des Alpes-Martimes,

L'exploitant communique au Préfet, dans les délais prévus ci-dessus, le document attestant la constitution des garanties financières, établi dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31/07/12 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 à R.516-6 du code de l'environnement (cf annexe 2 spécimen des garanties financières).

Article 5 : Renouvellement des garanties financières

4-1) Le document attestant la constitution des garanties financières attendu avant le 1 juillet 2014 a une durée de validité de cinq ans minimum soit au moins jusqu'au 30 juin 2019.

4-2) Les documents suivants (à remettre plus tard que le 1 juillet 2014) avec périodicité annuelle sont rédigés avec un terme de validité jusqu'au moins le 30 juin 2019.

4-3) Pour l'option 2, les trois derniers justificatifs de constitution supplémentaire de 10 % chacun du montant initial sont tous produits avec un terme de validité jusqu'au moins le 30 juin 2024.

4-4) La durée de validité des justificatifs ultérieurs court au moins jusqu'au 30 juin 2024 (+N fois cinq ans).

- Option 1 : constitution de 20% du montant initial des garanties financières d'ici le 1^{er} juillet 2014, constitution supplémentaire de 20% du montant initial des garanties financières par an pendant quatre ans.
- Option 2 : En cas de constitution des garanties financières sous la forme de consignation auprès de la Caisse des Dépôts et consignations : constitution de 20% du montant initial des garanties financières d'ici le 1^{er} juillet 2014, constitution supplémentaire de 10% du montant initial des garanties financières par an pendant huit ans.

L'échéancier de constitution des garanties financières est le suivant :

Article 4 : Délai de constitution des garanties financières

Le montant des garanties financières est fixé conformément à l'article 2 à 83 665 euros TTC (quatre vingt trois mille six cent soixante cinq euros), calculé avec l'indice TP01 de référence de juillet 2013 soit 702,2 et avec une TVA à 20% (détail en annexe 1).

Article 3 : Montant des garanties financières

Ces garanties sont destinées à assurer la surveillance du site et le maintien en sécurité de l'installation, les interventions éventuelles en cas d'accident avant ou après la fermeture, et la remise en état après fermeture, des installations ICPE dans le tableau ci-dessus, en cas de défaillance de l'exploitant.

Elles s'établissent sans préjudice des garanties financières que l'exploitant constitue éventuellement en application du 3° du IV de l'article R 516-2 du Code de l'Environnement.

Rubrique ICPE	Libellé des rubriques
2716-1	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719

Article 2 : Objet des garanties financières

Les garanties financières définies dans le présent arrêté complémentaire s'appliquent pour les activités suivantes localisées qual de transfert 1173, avenue de Saint Roman, zone industrielle du Haut Caret – 06500 Menton :

Article 1 : La société SITA SUD, dont le siège social se situe rue Antoine Becquerel – 11782 Narbonne, ci-après nommée « l'exploitant » est tenu de constituer des garanties financières associées à ses installations reprises à l'article 2.

ARRETE

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être délégué à la juridiction administrative compétente :

- par le demandeur ou exploitant, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où lesdits actes leur ont été notifiés ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article 3 du présent arrêté, les quantités maximales de déchets non dangereux associés à la rubrique 2716 et de produits dangereux présents sur le site ne doivent pas dépasser les valeurs mentionnées en annexe 1.

Article 13 : Délais et voies de recours

Article 12 : Quantités maximales de déchets

En regard du montant des garanties financières proposées par l'exploitant et fixées par l'article 3 du présent arrêté, les quantités maximales de déchets non dangereux associés à la rubrique 2716 et de produits dangereux présents sur le site ne doivent pas dépasser les valeurs mentionnées en annexe 1.

L'exploitant doit informer le préfet de :

- tout changement de garant
- tout changement de forme de garanties financières
- toute modification des modalités de constitution des garanties financières telles que définies à l'article R.516-1 du Code de l'environnement
- tout changement des conditions d'exploitation conduisant à une modification du montant des garanties financières
- toute modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation.

Article 11 : Obligations d'information

L'obligation de garanties financières est levée à la cessation d'exploitation des installations nécessitant la mise en place des garanties financières, et après que les travaux couverts par les garanties financières ont été normalement réalisés, constatés, et validés par l'inspection des installations classées.

En application de l'article R. 516-5 du Code de l'environnement, le préfet peut demander la réalisation, aux frais de l'exploitant, d'une évaluation critique par un tiers expert des éléments techniques justifiant la demande de levée de l'obligation de garanties financières.

Article 10 : Levée de l'obligation de garanties financières

En cas de défaillance de l'exploitant, le Préfet peut faire appel aux garanties financières quand une des obligations de mise en sécurité, de remise en état, de surveillance ou d'intervention telles que prévues à l'article R.516-2-IV du Code de l'environnement ou dans l'arrêté d'autorisation n'est pas réalisée, et après intervention des mesures prévues à l'article L.171-8 du Code de l'environnement.

Article 9 : Appel des garanties financières

L'absence de garanties financières, soit par défaut de constitution du montant initial, soit par défaut de constitution d'un montant intermédiaire, soit par péremption, soit par non renouvellement, peut entraîner la suspension du fonctionnement des installations classées visées au présent arrêté, après mise en demeure. Conformément à l'article L.171-9 du code de l'environnement, pendant la durée de la suspension, l'exploitant est tenu d'assurer à son personnel le paiement des salaires, indemnités et rémunérations de toute nature auxquels il avait droit jusqu'alors.

Article 8 : Absence de garanties financières

Le montant des garanties financières peut être révisé lors de toutes modifications des conditions d'exploitation telles que définies à l'article 11 du présent arrêté.

Article 7 : Révision du montant des garanties financières

L'exploitant est tenu d'actualiser le montant des garanties financières et en atteste auprès du Préfet dans les cas suivants :

- à minima tous les cinq ans au prorata de la variation de l'indice publié TP 01 ; l'indice TP01 servant de référence pour l'actualisation est l'indice publié au Bulletin officiel de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes, soit en juillet 2013 : 702,2.
- lorsqu'il y a une augmentation supérieure à 15% de l'indice TP01, et ce dans les six mois qui suivent ces variations.

Article 6 : Actualisation des garanties financières

l'article L.511-1, dans un délai de un an à compter de la publication ou de l'affichage desdits actes, ce délai étant le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de deux années suivant la mise en activité de l'installation. Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Article 14 :

- Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Menton où il pourra être consulté ;
- un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de Menton pendant une durée minimum d'un mois, procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité étant dressé par les soins du maire ;
- le même extrait sera en outre, affiché par le pétitionnaire dans son établissement ;
- un avis est inséré par les soins du préfet des Alpes-Maritimes et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans le département.

Article 15 :

Le Secrétaire Général de la Préfecture des Alpes-Maritimes est chargé de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée :
- à la société SITA SUD,
- au député maire de Menton,
- au délégué territorial des Alpes-Maritimes de l'Agence régionale de santé (ARS),
- au chef de l'Unité Territoriale des Alpes-Maritimes de la DREAL PACA.

Fait à Nice, le 31 MARS 2014

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général
DTION-G.3393



Gérard GAVORY

ANNEXE 1 : DETAILS DES CALCULS DES ELEMENTS CONSTITUTIFS DES GARANTIES FINANCIERES

Les quantités maximales de déchets fixées ci-dessous sont issues du calcul fourni par l'exploitant :

Déchets et produits dangereux
Cuve aérienne de gasoil : 1 tonne
Huile hydraulique : 0.16 tonne
Liquide de refroidissement : 0.6 tonne
Huile moteur : 0.5 tonne

Déchets non dangereux
Ordures ménagères résiduelles : 100 tonnes
DIB et encombrants : 50 tonnes
Déchets verts : 22 tonnes

Détails des calculs :

Identification de l'élément	Libellé de l'élément	Commentaires	Valeur TTC (€)
Me	Mesures de gestion des produits dangereux et des déchets présents sur l'installation		22 747
Mi	Neutralisation des cuves enterrées présentant un risque d'explosion ou d'incendie après vidange	non concerné car aucune cuve enterrée sur le centre	/
Mc	Limitation des accès au site	Le centre de Menton dispose d'une clôture en bon état.	123
Ms	Contrôle des effets de l'installation sur l'environnement	3 piézomètres à mettre en place	28 800
Mg	Gardiennage	3 patrouilles d'un gardien d'une heure par jour pendant 6 mois	21 600
		TOTAL en euro (€) TTC incluant le coefficient pondérateur Sc = 1,10	83 665

Legende du calcul du montant global de la garantie

M : montant global de la garantie
Me, Mi, Mc, Ms, Mg, Sc : cf. tableau ci dessus
Sc : coefficient pondérateur de prise en compte des coûts liés à la gestion du chantier. (Sc = 1.10)
α : indice d'actualisation des coûts

$$\alpha = (\text{Index} / \text{Index}_0) * [(1. \text{TVA}_R) / (1 + \text{TVA}_0)]$$

$$\alpha = 1.055$$

Index : indice TP 01 pour l'établissement du montant de référence des garanties financières fixé dans l'arrêté préfectoral = 702.2 (date de valeur : 01/07/2013 ; date de publication au JO : 31/10/2013)

Index₀: indice TP01 de janvier 2011 = 667,7 (conformément à l'annexe de l'arrêté du 31 mai 2012 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières).

TVA_r : taux de la TVA applicable lors de l'établissement de l'arrêté préfectoral fixant le montant de référence des garanties financières = 0,200

TVA₀:taux de la TVA applicable en janvier 2011 = 0,196 (conformément à l'annexe de l'arrêté du 31 mai 2012 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières

Montant global de la garantie **M**

$$M = Sc [Me + \alpha (Mi + Mc + Ms + Mg)] = 83\,665 \text{ € TTC}$$

1/ ACTE DE CAUTIONNEMENT SOLIDAIRE

La société (1), dont le siège social est à ,

ayant pour numéro unique d'identification RCS , représentée

par dûment habilité en vertu

de (2),

Après avoir rappelé qu'il a été porté à sa connaissance que :

(3) ci-après dénommé(e) « le cautionné », titulaire de l'autorisation donnée par arrêté préfectoral en date du (4) du préfet du

d'exploiter (5) a demandé à la société susmentionnée ci-après dénommée « la caution » de lui fournir son cautionnement solidaire,

déclare par les présentes, en application de L. 516-1 et des articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement, se constituer caution solidaire en renonçant aux bénéfices de division et de discussion, d'ordre et pour le compte du cautionné dans les termes et sous les conditions ci-après :

Article 1er

Objet de la garantie

La présente garantie constitue un engagement purement financier. Elle est exclusive de toute obligation de faire et elle est consentie dans la limite du montant maximum mentionné à l'article 2 du présent acte en vue de garantir au préfet mentionné le paiement en cas de défaillance du cautionné des dépenses liées à : (6).

La présente garantie ne couvre pas les indemnités dues par l'exploitant aux tiers qui pourraient subir un préjudice par le fait de pollution ou d'accident causé par l'activité de ce dernier, ni les engagements et obligations dus par l'exploitant au titre de la responsabilité environnementale.

Article 2

Montant

2.1. Exploitation autorisée avant le 1er juillet 2012 :

Le montant maximum du cautionnement est de :

€ pour la période du xxx au xxx (7).

€ pour la période du xxx au xxx (7).

€ pour la période du xxx au xxx (7).

€ pour la période du xxx au xxx (7).

En cas de non-exécution par le cautionné d'une ou des obligations mises à sa charge et ci-dessus mentionnées, le présent cautionnement pourra être mis en jeu uniquement par le préfet susvisé par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée à la caution à l'adresse ci-dessus indiquée, dans l'un des cas suivants :

Mise en jeu de la garantie

Article 4

Le cautionnement deviendra automatiquement caduc et la caution sera libérée de toute obligation en cas de fusion-absorption du cautionné après autorisation de changement d'exploitant en faveur de l'absorbant.

3.4. Caducité.

Les dispositions du présent article 3.3 s'appliquent exclusivement aux cautionnements à émettre à compter du 1^{er} juillet 2012.

En cas de non-renouvellement du cautionnement, la caution informera le préfet par lettre recommandée avec accusé de réception au moins trois mois avant l'échéance du cautionnement. Cette obligation est sans effet sur la durée de l'engagement de caution.

3.3. Non-renouvellement.

— que la caution marque expressément son accord de renouvellement au bénéficiaire. Cet accord devra intervenir, conformément aux dispositions de l'article R. 516-2 du code de l'environnement, au moins trois mois avant l'échéance du cautionnement.

mois avant l'échéance ; et

— que le cautionné en fasse la demande au moins (10)

Le cautionnement pourra être renouvelé dans les mêmes conditions que celles objets des présentes, sous réserve :

3.2. Renouvellement.

et expire le (9), à 18 heures, sauf si l'exploitation ne nécessite plus une garantie financière au titre des articles L. 516-1 et L. 516-2 du code de l'environnement. Passé cette date ou après décision du préfet de lever l'exigence de garantie financière, il ne pourra plus y être fait appel.

Le présent engagement de caution prend effet à compter du (8),

3.1. Durée.

Durée et renouvellement

Article 3

En cas de mise en jeu partielle, le montant du présent engagement se réduira à due concurrence de telle sorte qu'il ne pourra plus être demandé à la caution qu'une somme égale à la différence entre l'encours du cautionnement à cette date et les sommes réglées au titre des mises en jeu partielles.

2.3. Mise en jeu partielle de la garantie :

Le montant maximum de cautionnement est de : € (7).

2.2. Exploitation autorisée après le 1^{er} juillet 2012 :

Fait à , (11) le (12).

(1) Dénomination, forme, capital, siège social de l'établissement de crédit ou de l'entreprise d'assurance et éventuellement adresse de sa succursale souscrite du cautionnement.

(2) Pouvoir ou habilitation avec mention de sa date.

(3) Personne morale de droit privé ou public ou personne physique (designation complète).

(4) Date de l'arrêt préfectoral.

(5) Catégorie d'installation autorisée avec les numéros de rubrique correspondants de la nomenclature des installations classées et le lieu de l'implantation de l'installation.

(6) Variante 1 (pour les installations de stockage de déchets et conformément au 1° du IV de l'article R. 516-2 du code de l'environnement) :

a) La surveillance du site ;

b) Les interventions en cas d'accident ou de pollution ;

c) La remise en état du site après exploitation.

Variante 2 (pour les carrières et conformément au 2° du IV de l'article R. 516-2 du code de l'environnement) : la remise en état du site après exploitation et éventuellement surveillance et intervention en cas d'accident des stockages de déchets inertes.

Variante 3 (pour les installations figurant sur la liste prévue à l'article L. 515-8 du code de l'environnement et conformément au 3° du IV de l'article R. 516-2 du code de l'environnement) :

a) La surveillance et le maintien en sécurité de l'installation en cas d'événement exceptionnel susceptible d'affecter l'environnement ;

b) Les interventions en cas d'accidents ou de pollution.

Variante 4 (pour les installations figurant sur la liste prévue au 5° de l'article R. 516-1 du code de l'environnement et conformément au 5° du IV de l'article R. 516-2 du code de l'environnement) :

a) La mise en sécurité du site dans les conditions fixées par les articles R. 512-39-1 et R. 512-46-25 ;

b) En cas de constitution d'une garantie supplémentaire, les mesures de gestion de la pollution des sols ou des eaux souterraines.

Pour la variante 1, l'acte de cautionnement peut ne viser que l'un des objets a, b ou c.

Pour les variantes 3 et 4, il peut ne viser que l'un des objets a ou b.

(7) Montant en chiffres et en lettres ; pour la variante 1, le montant maximum de chaque objet peut être indiqué dans la mesure où les objets peuvent être distingués.

(8) Date d'effet de la caution.

(9) Date d'expiration de la caution.

(10) Délai de préavis.

(11) Lieu d'émission.

(12) Date.

Attribution de compétence

Article 5

Dans tous les cas, aux fins de mettre en jeu le cautionnement, le préfet devra mentionner que les conditions précisées ci-dessus ont été remplies.

— soit en cas de disparition du cautionné personne morale par suite de sa liquidation amiable ou judiciaire ou du décès du cautionné personne physique.

— soit en cas d'ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire à l'encontre du cautionné ;

— soit après mise en jeu de la mesure de consignation prévue à l'article L. 514-1 du code de l'environnement, c'est-à-dire lorsque l'arrêt de consignation et le titre de perception rendu exécutoire ont été adressés au cautionné mais qu'ils sont restés partiellement ou totalement infructueux ;

Le présent cautionnement est soumis au droit français avec compétence des tribunaux français.

**2/ ACTE D'ENGAGEMENT À PREMIÈRE DEMANDE D'UNE PERSONNE MORALE
POSSÉDANT LES QUALITÉS DÉFINIES À L'ARTICLE R. 516-2 I e DU CODE DE
L'ENVIRONNEMENT**

La société (1),

dont le siège social est à _____,

ayant pour numéro unique d'identification RCS _____,

représentée par dûment habilité le (2), ci-après dénommée

« le garant », après délibération, lorsque la forme juridique de celle-ci est une société anonyme, de son

déclare, en application de l'article L. 516-1 et des articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement, se porter garant aux conditions et termes du présent acte de :

la société (3) ci-après dénommée(e) « l'exploitant »,

titulaire de l'autorisation donnée par arrêté préfectoral en date du (4) du préfet du d'exploiter son site de (5),

Article 1er

Objet de la garantie

Le garant s'engage à verser à la première demande du préfet la somme fixée à l'article 2 du présent acte en vue de lui garantir le paiement en cas de défaillance de l'exploitant garanti des dépenses

liées à : (6).

La présente garantie ne couvre pas les indemnités dues par l'exploitant aux tiers qui pourraient subir un préjudice par le fait de pollution ou d'accident causé par l'activité de ce dernier, ni les engagements et obligations dus par l'exploitant au titre de la responsabilité environnementale.

Article 2

Montant

2.1. Exploitation autorisée avant le 1er juillet 2012 :

Le montant maximum de la garantie est de :

€ pour la période du xxx au xxx (7).

€ pour la période du xxx au xxx (7).

€ pour la période du xxx au xxx (7).

€ pour la période du xxx au xxx (7).

2.2. Exploitation autorisée après le 1er juillet 2012.

Le montant maximum de la garantie est de : € (7).

2.3. Mise en jeu partielle de la garantie :

En cas de mise en jeu partielle, le montant du présent engagement se réduira à due concurrence de telle sorte qu'il ne pourra plus être demandé au garant qu'une somme égale à la différence entre l'encours de la garantie à cette date et les sommes réglées au titre des mises en jeu partielles.

Article 3

3.1. Durée.

Le présent engagement de garantie prend effet à compter du (8), et expire le (9), à 18 heures, sauf si l'exploitation

ne nécessite plus une garantie financière au titre des articles L. 516-1 et L. 516-2 du code de l'environnement. Passé cette date ou après décision de prêt de lever l'exigence de garantie financière, il ne pourra plus y être fait appel.

3.2. Renouvellement.

Le présent engagement de garantie pourra être renouvelé dans les mêmes conditions que celles objets des présentes, sous réserve :
— que l'exploitant en fasse la demande au moins (10) mois avant l'échéance ; et
— que le garant marque expressément son accord de renouvellement au bénéficiaire. Cet accord devra intervenir, conformément à l'alinéa V de l'article R. 516-2 du code de l'environnement, au moins trois mois avant l'échéance de la garantie.

3.3. Non-renouvellement.

En cas de non-renouvellement du présent engagement de garantie, le garant informera le préfet par lettre recommandée avec accusé de réception au moins trois mois avant l'échéance du présent engagement de garantie. Cette obligation est sans effet sur la durée de l'engagement de garantie.

Les dispositions du présent article 3.3 s'appliquent exclusivement aux engagements de garantie à émettre à compter du 1er juillet 2012.

Article 4

Conséquences de la garantie à l'égard

des ayants droit du garant

En cas de transmission universelle de patrimoine résultant d'une fusion, d'une scission ou d'un apport partiel d'actif, les personnes venant aux droits du garant seront tenues solidairement et indivisiblement de l'exécution de la garantie, dans les mêmes conditions que le garant.

En conséquence, le préfet pourra demander à n'importe laquelle de ces personnes le paiement de la totalité des sommes qu'il aurait été en droit de demander au garant sans que puisse lui être imposée une division de ses recours entre lesdites personnes.

Article 5

Mise en jeu de la garantie

Fait à , (11) le (12).
 (1) Dénomination, forme, capital, siège social.
 (2) Pouvoir ou habilitation avec mention de sa date.
 (3) Personne morale de droit privé ou public ou personne physique (désignation complète).
 (4) Date de l'arrêt préfectoral.
 (5) Catégorie d'installation autorisée avec les numéros de rubrique correspondants de la nomenclature des installations classées et le lieu de l'implantation de l'installation.
 (6) Variante 1 (pour les installations de stockage de déchets et conformément au 1° du IV de l'article R. 516-2 du code de l'environnement) ;
 a) La surveillance du site ;
 b) Les interventions en cas d'accident ou de pollution ;
 c) La remise en état du site après exploitation.
 Variante 2 (pour les carrières et conformément au 2° du IV de l'article R. 516-2 du code de l'environnement) : la remise en état du site après exploitation et éventuellement surveillance et intervention en cas d'accident des stockages de déchets inertes.
 Variante 3 (pour les installations figurant sur la liste prévue à l'article L. 515-8 du code de l'environnement et conformément au 3° du IV de l'article R. 516-2 du code de l'environnement) :
 a) La surveillance et le maintien en sécurité de l'installation en cas d'événement exceptionnel susceptible d'affecter l'environnement ;
 b) Les interventions en cas d'accidents ou de pollution.

La présente garantie est soumise au droit français avec compétence des tribunaux français.
 Attribution de compétence

Article 7

Cette décision sera portée à la connaissance du préfet par lettre recommandée avec accusé de réception.
 La révocation prendra effet à l'expiration d'un délai de six mois à compter de la date de réception de la lettre, à condition que l'exploitant garanti ait, à l'expiration d'un délai de trois mois à compter de la date de réception de la lettre, porté à la connaissance du préfet par lettre recommandée avec accusé de réception son changement de garant et lui ait transmis le nouveau document justifiant de la constitution de la garantie financière conformément à l'article R. 516-2 du code de l'environnement.

Le garant peut décider à tout moment de révoquer son engagement moyennant un préavis.

Cessation de la garantie

Article 6

Dans tous les cas, aux fins de mettre en jeu la garantie, le préfet devra mentionner que les conditions précitées ci-dessus ont été remplies.
 — soit en cas de disparition de l'exploitant personne morale par suite de sa liquidation amiable ou judiciaire ou du décès de l'exploitant personne physique.
 — soit en cas d'ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire à l'encontre de l'exploitant ;

infructueux ;
 — soit après mise en jeu de la mesure de consignation prévue à l'article L. 514-1 du code de l'environnement, c'est-à-dire lorsque l'arrêt de consignation et le titre de perception rendu exécutoire ont été adressés à l'exploitant mais qu'ils sont restés partiellement ou totalement infructueux ;
 — soit après mise en jeu de la mesure de consignation prévue à l'article L. 514-1 du code de l'environnement, c'est-à-dire lorsque l'arrêt de consignation et le titre de perception rendu exécutoire ont été adressés à l'exploitant mais qu'ils sont restés partiellement ou totalement infructueux ;
 — soit en cas de disparition de l'exploitant personne morale par suite de sa liquidation amiable ou judiciaire ou du décès de l'exploitant personne physique.
 — soit en cas d'ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire à l'encontre de l'exploitant ;

Variante 4 (pour les installations figurant sur la liste prévue au 5° de l'article R. 516-1 du code de l'environnement) et conformément au 5° du IV de l'article R. 516-2 du code de l'environnement) :

a) La mise en sécurité du site dans les conditions fixées par les articles R. 512-39-1e et R. 512-46-25 ;

b) En cas de constitution d'une garantie supplémentaire, les mesures de gestion de la pollution des sols ou des eaux souterraines.

Pour la variante 1, l'acte de garantie peut ne viser que l'un des objets a, b ou c.

Pour les variantes 3 et 4, il peut ne viser que l'un des objets a ou b.

(7) Montant en chiffres et en lettres ; pour la variante 1, le montant maximum de chaque objet peut être indiqué dans la mesure où les objets peuvent être distingués.

(8) Date d'effet de la garantie.

(9) Date d'expiration de la garantie.

(10) Délai de préavis.

(11) Lieu d'émission.

(12) Date.

3/ ACTE D'ENGAGEMENT À PREMIÈRE DEMANDE D'UNE PERSONNE PHYSIQUE, POSSÉDANT LES QUALITÉS DÉFINIES À L'ARTICLE R. 516-2 I e DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT

Monsieur/Madame

Né(e) le à , domicilié(e) , ci-après

dénommé(e) « le garant », déclare, en application de l'article L. 516-1 et des articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement, se porter garant aux conditions et termes du présent acte de la société (1) ci-après dénommée(e) « l'exploitant »,

titulaire de l'autorisation donnée par arrêté préfectoral en date du (2)

du préfet du d'exploiter son site de (3).

Article 1er

Objet de la garantie

Le garant s'engage à verser à la première demande du préfet la somme fixée à l'article 2 du présent acte en vue de lui garantir le paiement en cas de défaillance de l'exploitant garanti des dépenses liées à : (4).

La présente garantie ne couvre pas les indemnités dues par l'exploitant aux tiers qui pourraient subir un préjudice par le fait de pollution ou d'accident causé par l'activité de ce dernier, ni les engagements et obligations dus par l'exploitant au titre de la responsabilité environnementale.

Article 2

Validité de la garantie

Toute personne physique qui s'engage par acte sous seing privé en qualité de garant autonome à première demande envers un créancier professionnel doit, à peine de nullité de son engagement, faire précéder sa signature de la mention manuscrite suivante, et uniquement de celle-ci : « En me portant garant autonome à première demande de la société (1), dans la limite de la somme de couvrant

le paiement du principal, des intérêts et, le cas échéant, des pénalités ou intérêts de retard et

pour la durée de , je m'engage à verser au bénéficiaire de la garantie les sommes dues sur mes revenus et mes biens si

la société (1) n'y satisfait pas elle-même.

Je reconnais ne pouvoir opposer aucune exception tenant à l'obligation garantie. »

L'engagement de la personne physique pris par acte sous seing privé qui ne comporte pas la mention manuscrite exigée ci-dessus ne peut être régularisé.

Le prêt ne peut se prévaloir d'un engagement de garant autonome à première demande d'une personne physique si cet engagement était, lorsqu'il a été donné, manifestement disproportionné à ses biens et revenus, à moins que le patrimoine de ce garant, au moment où celui-ci est appelé, ne lui permette de faire face à son obligation.

Article 3

Montant

3.1. Exploitation autorisée avant le 1er juillet 2012 :

Le montant maximum de la garantie est de :

€ pour la période du xxx au xxx (5).

€ pour la période du xxx au xxx (5).

€ pour la période du xxx au xxx (5).

€ pour la période du xxx au xxx (5).

3.2. Exploitation autorisée après le 1er juillet 2012 :

Le montant maximum de la garantie est de : € (5).

3.3. Mise en jeu partielle de la garantie :

En cas de mise en jeu partielle, le montant du présent engagement se réduira à due concurrence de telle sorte qu'il ne pourra plus être demandé au garant qu'une somme égale à la différence entre l'encours de la garantie à cette date et les sommes réglées au titre des mises en jeu partielles.

Article 4

Connaissance par le garant de la situation de l'exploitant

Le garant reconnaît disposer d'éléments d'information suffisants pour apprécier la situation de l'exploitant préalablement à la souscription de son engagement.

Article 5

5.1. Durée.

Le présent engagement de garantie prend effet à compter du

(6), et expire le (7), à 18 heures, sauf si l'exploitation

ne nécessite plus une garantie financière au titre des articles L. 516-1 et L. 516-2 du code de l'environnement. Passé cette date ou après décision du prêt de lever l'exigence de garantie financière, il ne pourra plus y être fait appel.

Dans tous les cas, aux fins de mettre en jeu la garantie, le préfet devra mentionner que les conditions précitées ci-dessus ont été remplies.

— soit en cas de disparition de l'exploitant personne morale par suite de sa liquidation amiable ou judiciaire ou du décès de l'exploitant personne physique.

— soit en cas d'ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire à l'encontre de l'exploitant :

— soit après mise en jeu de la mesure de consignation prévue à l'article L. 514-1 du code de l'environnement, c'est-à-dire lorsque l'arrêt de consignation et le titre de perception rendu exécutoire ont été adressés à l'exploitant mais sont restés partiellement ou totalement infructueux ;

En cas de non-exécution par l'exploitant d'une ou des obligations mises à sa charge et ci-dessus mentionnées, la présente garantie pourra être mise en jeu uniquement par le préfet par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée au garant à l'adresse ci-dessus indiquée, dans l'un des cas suivants :

Mise en jeu de la garantie

Article 7

En conséquence, le préfet pourra demander à n'importe laquelle de ces personnes le paiement de la totalité des sommes qu'il aurait été en droit de demander au garant sans que puisse lui être imposée une division de ses recours entre lesdites personnes.

Toutes personnes venant aux droits du garant pour quelque cause ou à quelque titre que ce soit seront tenues solidairement et indivisiblement de l'exécution de la garantie, dans les mêmes conditions que le garant.

à l'égard des ayants droit du garant

Conséquences de la garantie

Article 6

Les dispositions du présent article 5.3 s'appliquent exclusivement aux engagements de garantie à émettre à compter du 1^{er} juillet 2012.

En cas de non-renouvellement du présent engagement de garantie, le garant informera le préfet par lettre recommandée avec accusé de réception au moins trois mois avant l'échéance du présent engagement de garantie. Cette obligation est sans effet sur la durée de l'engagement de garantie.

5.3. Non-renouvellement.

— que le garant marque expressément son accord de renouvellement au bénéficiaire. Cet accord devra intervenir, conformément à l'alinéa V de l'article R. 516-2 du code de l'environnement, au moins trois mois avant l'échéance de la garantie.

mois avant l'échéance ; et

— que l'exploitant en fasse la demande au moins (8)

Le présent engagement de garantie pourra être renouvelé dans les mêmes conditions que celles objets des présentes, sous réserve :

5.2. Renouvellement.

Toute personne physique engagée par une garantie autonome à première demande est informée par le préfet de la déailliance du débiteur principal dès le premier incident de paiement non régularisé dans le mois de l'exigibilité de ce paiement. Si le préfet ne se conforme pas à cette obligation, le garant ne saurait être tenu au paiement des pénalités ou intérêts de retards échus entre la date de ce premier incident et celle à laquelle elle en a été informée.

Article 8

Cessation de la garantie

Le garant peut décider à tout moment de révoquer son engagement moyennant un préavis. Cette décision sera portée à la connaissance du préfet par lettre recommandée avec accusé de réception. La révocation prendra effet à l'expiration d'un délai de six mois à compter de la date de réception de la lettre, à condition que l'exploitant garant ait, à l'expiration d'un délai de trois mois à compter de la date de réception de la lettre, porté à la connaissance du préfet par lettre recommandée avec accusé de réception son changement de garant et lui ait transmis le nouveau document justifiant de la constitution de la garantie financière conformément à l'article R. 516-2 du code de l'environnement.

Article 9

Attribution de compétence

La présente garantie est soumise au droit français avec compétence des tribunaux français.

Fait à (9), le (10).

(1) *Personne morale de droit privé ou public ou personne physique (désignation complète).*

(2) *Date de l'arrêt préfectoral.*

(3) *Catégorie d'installation autorisée avec les numéros de rubrique correspondants de la nomenclature des installations classées et le lieu de l'implantation de l'installation.*

(4) *Variante 1 (pour les installations de stockage de déchets et conformément au 1° du IV de l'article R. 516-2 du code de l'environnement) :*

a) *La surveillance du site ;*

b) *Les interventions en cas d'accident ou de pollution ;*

c) *La remise en état du site après exploitation.*

Variante 2 (pour les carrières et conformément au 2° du IV de l'article R. 516-2 du code de l'environnement) : la remise en état du site après exploitation et éventuellement surveillance et intervention en cas d'accident de déchets inertes.

Variante 3 (pour les installations figurant sur la liste prévue à l'article L. 515-8 du code de l'environnement et conformément au 3° du IV de l'article R. 516-2 du code de l'environnement) :

a) *La surveillance et le maintien en sécurité de l'installation en cas d'événement exceptionnel susceptible d'affecter l'environnement ;*

b) *Les interventions en cas d'accidents ou de pollution.*

Variante 4 (pour les installations figurant sur la liste prévue au 5° de l'article R. 516-1 du code de l'environnement et conformément au 5° du IV de l'article R. 516-2 du code de l'environnement) :

a) *La mise en sécurité du site dans les conditions fixées par les articles R. 512-39-1 et R. 512-46-25 ;*

b) *En cas de constitution d'une garantie supplémentaire, les mesures de gestion de la pollution des sols ou des eaux souterraines.*

Pour la variante 1, l'acte de garantie peut ne viser que l'un des objets a, b ou c.

Pour les variantes 3 et 4, il peut ne viser que l'un des objets a ou b.

(5) Montant en chiffres et en lettres ; pour la variante 1, le montant maximum de chaque objet peut être indiqué dans la mesure où les objets peuvent être distingués.

(6) *Date d'effet de la garantie.*

(7) *Date d'expiration de la garantie.*

(8) *Délai de préavis.*

(9) *Lieu d'émission.*

(10) *Date.*

4/ CAUTIONNEMENT SOLIDAIRE DU GARANT PERSONNE MORALE

En date du (1), la société (2), dont le siège

social est à ayant pour numéro unique d'identification

RCS, représentée par (3), s'est portée garante à première

demande de la société (4), ci-après dénommée(e) « l'exploitant »,

en faveur de la préfecture de L'exploitant est titulaire

de l'autorisation donnée par arrêté préfectoral en date du (5)

du préfet de d'exploiter son site de (6).

La société (7), dont le siège social

est à ayant pour numéro unique d'identification RCS,

représentée par (3), ci-après dénommée

« la caution », déclare, en application de l'article R. 516-2 du code de l'environnement, se constituer caution solidaire de la société (2),

ci-après dénommée « la caution », en renonçant aux bénéfices de division et de discussion, d'ordre et pour le compte du cautionné dans les termes et sous les conditions ci-après :

Article 1er

Objet du cautionnement solidaire

Le présent cautionnement constitue un engagement purement financier. Il est exclusif de toute obligation de faire et il est consenti dans la limite du montant maximum visé à l'article 2 du présent acte en vue de garantir au préfet susvisé le paiement en cas de défaillance du cautionné des sommes dues par ce dernier en vertu de son propre engagement vis-à-vis de l'exploitant et du préfet, soit des dépenses liées à : (8).

Le présent cautionnement ne couvre donc ni les indemnités dues par le cautionné aux tiers qui pourraient subir un préjudice par le fait de pollution ou d'accident causé par l'activité de l'exploitant ni les engagements et obligations dus par le cautionné au titre de la responsabilité environnementale, notamment ceux issus de l'article L. 233-5-1 du code de commerce.

Article 2

Montant

2.1. Exploitation autorisée avant le 1er juillet 2012 :

Le montant maximum du cautionnement est de :

€ pour la période du xxx au xxx (9).

€ pour la période du xxx au xxx (9).

€ pour la période du xxx au xxx (9).

€ pour la période du xxx au xxx (9).

à l'égard des ayants droit de la caution
 Conséquences du cautionnement
 Toutes personnes venant aux droits de la caution pour quelque cause ou à quelque titre que ce

Article 5

Les dispositions du présent article 4.3 s'appliquent exclusivement aux cautionnements à émettre à compter du 1^{er} juillet 2012.
 En cas de non-renouvellement du présent engagement de caution, la caution informera le préfet par lettre recommandée avec accusé de réception au moins trois mois avant l'échéance du présent engagement de caution. Cette obligation est sans effet sur la durée de l'engagement de caution.
 4.3. Non-renouvellement.

— que la caution marque expressément son accord de renouvellement au préfet. Cet accord devra intervenir, conformément aux dispositions de l'article R. 516-2 du code de l'environnement, au moins trois mois avant l'échéance de la garantie.
 — que le cautionné en fasse la demande au moins..... (12) mois avant l'échéance ; et

Le présent engagement de caution pourra être renouvelé dans les mêmes conditions que celles objets des présentes, sous réserve :
 4.2. Renouvellement.

nécessite plus une garantie financière au titre des articles L. 516-1 et L. 516-2 du code de l'environnement. Passé cette date ou à l'expiration du préavis de six mois en cas de révocation par le cautionné de son propre engagement ou encore après décision du préfet de lever l'exigence de garantie financière, il ne pourra plus y être fait appel.
 et expire le (11), à 18 heures, sauf si l'exploitation ne

Le présent engagement de caution prend effet à compter du (10),

4.1. Durée.

Article 4

La caution reconnaît disposer d'éléments d'information suffisants pour apprécier la situation du cautionné préalablement à la souscription de son engagement.
 Connaissance par la caution de la situation du cautionné

Article 3

En cas de mise en jeu partielle, le montant du présent engagement se réduira à due concurrence de telle sorte qu'il ne pourra plus être demandé à la caution qu'une somme égale à la différence entre l'encours du cautionnement à cette date et les sommes réglées au titre des mises en jeu partielles.
 2.3. Mise en jeu partielle de la garantie :

Le montant maximum de cautionnement est de : € (9).

2.2. Exploitation autorisée après le 1^{er} juillet 2012 :

soit (tels notamment en cas de fusion, scission, etc.) seront tenues solidairement et indivisiblement de l'exécution du cautionnement, dans les mêmes conditions que la caution.

En conséquence, le préfet pourra demander à n'importe laquelle de ces personnes le paiement de la totalité des sommes qu'il aurait été en droit de demander à la caution sans que puisse lui être imposée une division de ses recours entre lesdites personnes.

Article 6

Mise en jeu du cautionnement

En cas de non-exécution par le cautionné d'une ou des obligations mises à sa charge et ci-dessus mentionnées, le présent cautionnement pourra être mis en jeu uniquement par le préfet par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée à la caution à l'adresse ci-dessus indiquée, dans l'un des cas suivants :

— soit en cas d'ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire du cautionné ;

— soit en cas de disparition du cautionné par suite de sa liquidation amiable ou judiciaire.

Dans tous les cas, aux fins de mettre en jeu le cautionnement, le préfet devra mentionner que les conditions précisées ci-dessus ont été remplies.

Article 7

Attribution de compétence

Le présent cautionnement est soumis au droit français avec compétence des tribunaux français.

Fait à (13), le (14).

(1) Date de signature de l'acte d'engagement du garant personne morale au sens de l'article R. 516-2 I e du code de l'environnement.

(2) Dénomination, forme, capital, siège social du garant personne morale au sens de l'article R. 516-2 I e du code de l'environnement.

(3) Date de l'arrêt préfectoral.

(4) Catégorie d'installation autorisée avec les numéros de rubrique correspondants de la nomenclature des installations classées et le lieu de l'implantation de l'installation.

(5) Variante 1 (pour les installations de stockage de déchets et conformément au 1° du IV de l'article R. 516-2 du code de l'environnement) ;

(6) Variante 2 (pour les carrières et conformément au 2° du IV de l'article R. 516-2 du code de l'environnement) ; la remise en état du site après exploitation.

(7) Variante 3 (pour les carrières et conformément au 2° du IV de l'article R. 516-2 du code de l'environnement) ; la remise en état du site après exploitation et éventuellement surveillance et intervention en cas d'accident des stockages de déchets inertes.

(8) Variante 4 (pour les installations figurant sur la liste prévue à l'article L. 515-8 du code de l'environnement et conformément au 3° du IV de l'article R. 516-2 du code de l'environnement) ;

(9) Variante 5 (pour les installations figurant sur la liste prévue au 5° de l'article R. 516-1 du code de l'environnement et conformément au 5° du IV de l'article R. 516-2 du code de l'environnement) ;

(10) Variante 6 (pour les installations figurant sur la liste prévue au 5° de l'article R. 516-1 du code de l'environnement et conformément au 5° du IV de l'article R. 516-2 du code de l'environnement) ;

(11) Variante 7 (pour les installations figurant sur la liste prévue au 5° de l'article R. 516-1 du code de l'environnement et conformément au 5° du IV de l'article R. 516-2 du code de l'environnement) ;

(12) Variante 8 (pour les installations figurant sur la liste prévue au 5° de l'article R. 516-1 du code de l'environnement et conformément au 5° du IV de l'article R. 516-2 du code de l'environnement) ;

(13) Variante 9 (pour les installations figurant sur la liste prévue au 5° de l'article R. 516-1 du code de l'environnement et conformément au 5° du IV de l'article R. 516-2 du code de l'environnement) ;

(14) Variante 10 (pour les installations figurant sur la liste prévue au 5° de l'article R. 516-1 du code de l'environnement et conformément au 5° du IV de l'article R. 516-2 du code de l'environnement) ;

(15) Variante 11 (pour les installations figurant sur la liste prévue au 5° de l'article R. 516-1 du code de l'environnement et conformément au 5° du IV de l'article R. 516-2 du code de l'environnement) ;

(16) Variante 12 (pour les installations figurant sur la liste prévue au 5° de l'article R. 516-1 du code de l'environnement et conformément au 5° du IV de l'article R. 516-2 du code de l'environnement) ;

(17) Variante 13 (pour les installations figurant sur la liste prévue au 5° de l'article R. 516-1 du code de l'environnement et conformément au 5° du IV de l'article R. 516-2 du code de l'environnement) ;

variantes 3 et 4, il peut ne viser que l'un des objets a ou b.
(9) Montant en chiffres et en lettres ; pour la variante 1, le montant maximum de chaque objet peut être indiqué dans la mesure où les objets peuvent être distingués.
(10) Date d'effet du cautionnement.
(11) Date d'expiration du cautionnement.
(12) Délai de préavis.
(13) Lieu d'émission.
(14) Date.

5/ CAUTIONNEMENT SOLIDAIRE DU GARANT PERSONNE PHYSIQUE

En date du (1), Monsieur/Madame, né(e)
le à , domicilié , s'est porté(e) garant(e) à première demande de la société (2), ci-après
dénommée « l'exploitant », en faveur de la préfecture de
l'exploitant est titulaire de l'autorisation donnée par arrêté préfectoral en date du (3) du préfet
de son site de (4).

La société (5), dont le siège social est à , ayant pour
numéro unique d'identification RCS , représentée

par (6), ci-après dénommée « la caution », déclare,

en application de l'article R. 516-2 I e du code de l'environnement, se constituer caution
solidaire de Monsieur/Madame , ci-après dénommé(e) « le cautionné »,
en renonçant aux bénéfices de division et de discussion, d'ordre et pour le compte du cautionné
dans les termes et sous les conditions ci-après :

Article 1er

Objet du cautionnement solidaire

Le présent cautionnement constitue un engagement purement financier. Il est exclusif de toute
obligation de faire et il est consenti dans la limite du montant maximum visé à l'article 2 du
présent acte en vue de garantir au prêt susvisé le paiement en cas de défaillance du
cautionné des sommes dues par ce dernier en vertu de son propre engagement vis-à-vis de
l'exploitant et du prêt, soit des dépenses liées à : (7).

Le présent cautionnement ne couvre donc pas les indemnités dues par le cautionné aux
tiers qui pourraient subir un préjudice par le fait de pollution ou d'accident causé par l'activité de
l'exploitant, ni les engagements et obligations dus par le cautionné au titre de la responsabilité
environnementale.

Article 2

Montant

2.1. Exploitation autorisée avant le 1er juillet 2012 :

Le montant maximum du cautionnement est de :

€ pour la période du xxx au xxx (8).

€ pour la période du xxx au xxx (8).

à l'égard des ayants droit de la caution

Conséquences du cautionnement

Article 5

Les dispositions du présent article 4.3 s'appliquent exclusivement aux cautionnements à émettre à compter du 1^{er} juillet 2012.

En cas de non-renouvellement du présent engagement de caution, la caution informera le préfet par lettre recommandée avec accusé de réception au moins trois mois avant l'échéance du présent engagement de caution. Cette obligation est sans effet sur la durée de l'engagement.

4.3. Non-renouvellement.

— que la caution marquée expressément son accord de renouvellement au préfet. Cet accord devra intervenir, conformément aux dispositions de l'article R. 516-2 du code de l'environnement, au moins trois mois avant l'échéance de la garantie.

— que le cautionné en fasse la demande au moins (11) mois avant l'échéance ; et

Le présent engagement de caution pourra être renouvelé dans les mêmes conditions que celles objets des présentes, sous réserve :

4.2. Renouvellement.

plus une garantie financière au titre des articles L. 516-1 et L. 516-2 du code de l'environnement. Passé cette date ou à l'expiration du préavis de six mois en cas de révocation par le cautionné de son propre engagement, ou encore après décision du préfet de lever l'exigence de garantie financière, il ne pourra plus y être fait appel.

et expire le (10), à 18 heures, sauf si l'exploitation ne nécessite

Le présent engagement de caution prend effet à compter du (9).

4.1. Durée.

Article 4

La caution reconnaît disposer d'éléments d'information suffisants pour apprécier la situation du cautionné préalablement à la souscription de son engagement.

Connaissance par la caution de la situation du cautionné

Article 3

En cas de mise en jeu partielle, le montant du présent engagement se réduira à due concurrence de telle sorte qu'il ne pourra plus être demandé à la caution qu'une somme égale à la différence entre l'encours du cautionnement à cette date et les sommes réglées au titre des mises en jeu partielles.

2.3. Mise en jeu partielle de la garantie :

Le montant maximum de cautionnement est de : € (8).

2.2. Exploitation autorisée après le 1^{er} juillet 2012 :

€ pour la période du xxx au xxx (8).

€ pour la période du xxx au xxx (8).

Toutes personnes venant aux droits de la caution pour quelque cause ou à quelque titre que ce soit seront tenues solidairement et indivisiblement de l'exécution du cautionnement, dans les mêmes conditions que la caution.

En conséquence, le préfet pourra demander à n'importe laquelle de ces personnes le paiement de la totalité des sommes qu'il aurait été en droit de demander à la caution sans que puisse lui être imposée une division de ses recours entre lesdites personnes.

Article 6

Mise en jeu du cautionnement

En cas de non-exécution par le cautionné d'une ou des obligations mises à sa charge et ci-dessus mentionnées, le présent cautionnement pourra être mis en jeu uniquement par le préfet par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée à la caution à l'adresse ci-dessus indiquée, dans l'un des cas suivants :

— soit en cas de notification de la recevabilité de la saisine de la commission de surendètement par le cautionné ;

— soit en cas de défaillance du cautionné, résultant d'une sommation de payer suivie de refus ou demeurée sans effet pendant un délai d'un mois à compter de la signification de la sommation faite à celui-ci par le préfet ;

— soit en cas de décès du cautionné.

Dans tous les cas, aux fins de mettre en jeu le cautionnement, le préfet devra mentionner que les conditions précisées ci-dessus ont été remplies.

Article 7

Attribution de compétence

Le présent cautionnement est soumis au droit français avec compétence des tribunaux français.

Fait à (12), le (13).

(1) Date de signature de l'acte d'engagement du garant personne morale au sens de l'article R. 516-2-1 e du code de l'environnement.

(2) Personne morale de droit privé ou public ou personne physique (désignation complète).

(3) Date de l'arrêt préfectoral.

(4) Catégorie d'installation autorisée avec les numéros de rubrique correspondants de la nomenclature des installations classées et le lieu de l'implantation de l'installation.

(5) Dénomination, forme, capital, siège social de la caution.

(6) Pouvoir ou habilitation avec mention de sa date.

(7) Variante 1 (pour les installations de stockage de déchets et conformément au 1°) du IV de l'article R. 516-2 du code de l'environnement) :

a) La surveillance du site ;

b) Les interventions en cas d'accident ou de pollution ;

Variante 2 (pour les carrières et conformément au 2° du IV de l'article R. 516-2 du code de l'environnement) : la remise en état du site après exploitation et éventuellement surveillance et intervention en cas d'accident des stockages de déchets inertes.

Variante 3 (pour les installations figurant sur la liste prévue à l'article L. 515-8 du code de l'environnement et conformément au 3° du IV de l'article R. 516-2 du code de l'environnement) :

a) La surveillance et le maintien en sécurité de l'installation en cas d'évènement exceptionnel susceptible d'affecter l'environnement ;

b) Les interventions en cas d'accidents ou de pollution.

Variante 4 (pour les installations figurant sur la liste prévue au 5° de l'article R. 516-1 du code de l'environnement et conformément au 5° du IV de l'article R. 516-2 du code de

(l'environnement) :

a) La mise en sécurité du site dans les conditions fixées par les articles R. 512-39-1 et R. 512-46-25 ;

b) En cas de constitution d'une garantie supplémentaire, les mesures de gestion de la pollution des sols ou des eaux souterraines

Pour la variante 1, l'acte de garantie peut ne viser que l'un des objets a, b ou c. Pour les variantes 3 et 4, il peut ne viser que l'un des objets a ou b.

(8) Montant en chiffres et en lettres ; pour la variante 1, le montant maximum de chaque objet peut être indiqué dans la mesure où les objets peuvent être distingués.

(9) Date d'effet du cautionnement

(10) Date d'expiration du cautionnement

(11) Délai de préavis.

(12) Lieu d'émission.

(13) Date.

